

Partage européen des risques de chômage (EURS) : l'impact des modalités concrètes sur l'adhésion des citoyens

Frank Vandembroucke, Brian Burgoon, Theresa Kuhn, Francesco Nicoli,
Stefano Sacchi (INAPP), David van der Duin, Sven Hegewald

Notre Europe Institut Jacques Delors – Maison de l'Europe

21 Janvier 2019, Paris

Introduction

- Pourquoi mener une enquête sur le soutien public que recevrait un système de partage européen des risques liés au chômage ?
- Notre méthodologie : une enquête expérimentale intégrant une analyse conjointe
 - Des points fixes
 - Des éléments variables

Les points fixes

Les « points fixes » de toutes les formules présentées à nos participants étaient les suivants :

- 1) La distribution d'une aide européenne à un État membre est déclenchée par une augmentation significative du taux de chômage dans cet État membre ; le système ne prévoit pas de versement continu à chaque État membre.
- 2) L'aide européenne est limitée au versement d'indemnités de chômage ; elle sert à subventionner les systèmes d'assurance-chômage nationaux.
- 3) Le régime établit un seuil uniforme commun pour les indemnités de chômage pour tous les pays participants. Les répondants étaient informés que les États membres participants étaient libres d'octroyer des allocations de chômage supérieures au seuil commun, mais à leurs propres frais.

Les éléments variables

Les répondants ont dû se prononcer en matière de

- 1) générosité (3 variantes)
- 2) formation et éducation (2 variantes)
- 3) redistribution entre pays (3 variantes)
- 4) taxation (3 variantes)
- 5) administration (2 variantes)
- 6) efforts de recherche d'emploi (3 variantes)

= 324 formules

La diapositive suivante montre un écran comme vu par les répondants =>

	Option 1	Option 2
Quel est l'impact, sur le long terme, sur les impôts que vous avez à payer?	Pas d'impact sur le long terme : le niveau des impôts reste le même dans votre pays.	Sur le long terme, les impôts augmentent de 1% du revenu seulement pour les personnes riches de votre pays.
Y a-t-il des conditions pour les chômeurs ?	Pas de conditions	Oui, les chômeurs doivent accepter toute offre d'emploi appropriée, ou ils perdent les allocations.
Quel est le montant de la subvention des allocations chômage nationales par le nouveau programme, quand un pays en a besoin ?	60% du dernier salaire du chômeur couvrant les 6 premiers mois de chômage	70% du dernier salaire du chômeur couvrant les 6 premiers mois de chômage
Qui gèrera ce programme ?	Les gouvernements nationaux	L'Union Européenne
Y a-t-il des conditions pour que les états dans le besoin reçoivent des aides ?	Pas de conditions	Pas de conditions
Certains pays peuvent-ils recevoir plus d'aide de la part du programme que ce qu'ils y ont contribué ?	Non, sur le long terme, les pays ne peuvent pas recevoir plus d'aide de la part du programme que ce qu'ils y ont contribué	Non, sur le long terme, les pays ne peuvent pas recevoir plus d'aide de la part du programme que ce qu'ils y ont contribué

Laquelle des deux options pour ce programme européen préférez-vous ?

- Option 1
- Option 2

A quel point êtes-vous pour ou contre l'option 1

- tout à fait pour
- plutôt pour
- ni pour, ni contre
- plutôt contre
- tout à fait contre

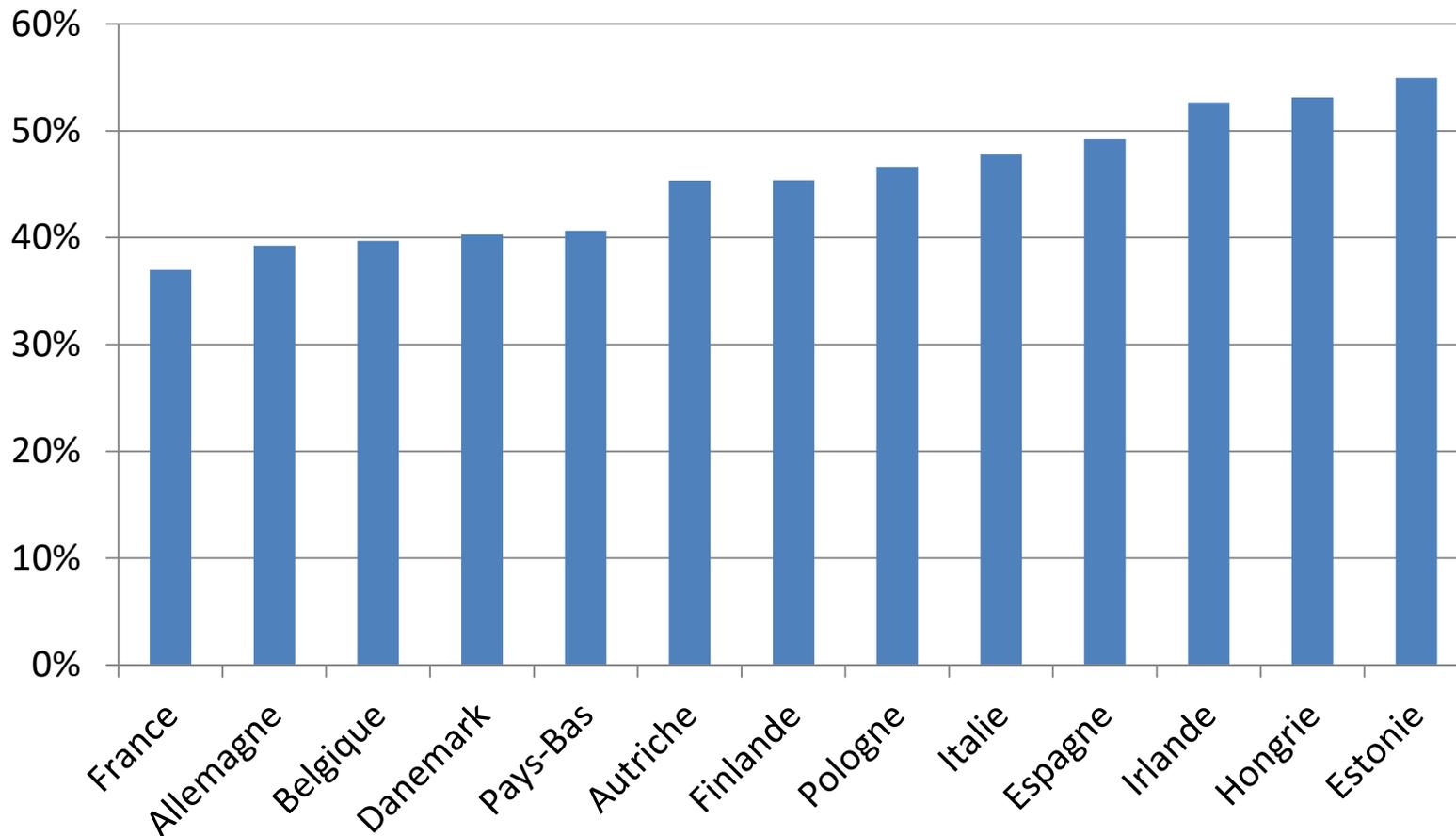
A quel point êtes-vous pour ou contre l'option 2 ?

- tout à fait pour
- plutôt pour
- ni pour, ni contre
- plutôt contre
- tout à fait contre

Arrêt

Suivant

Soutien moyen toutes formules confondues, par pays

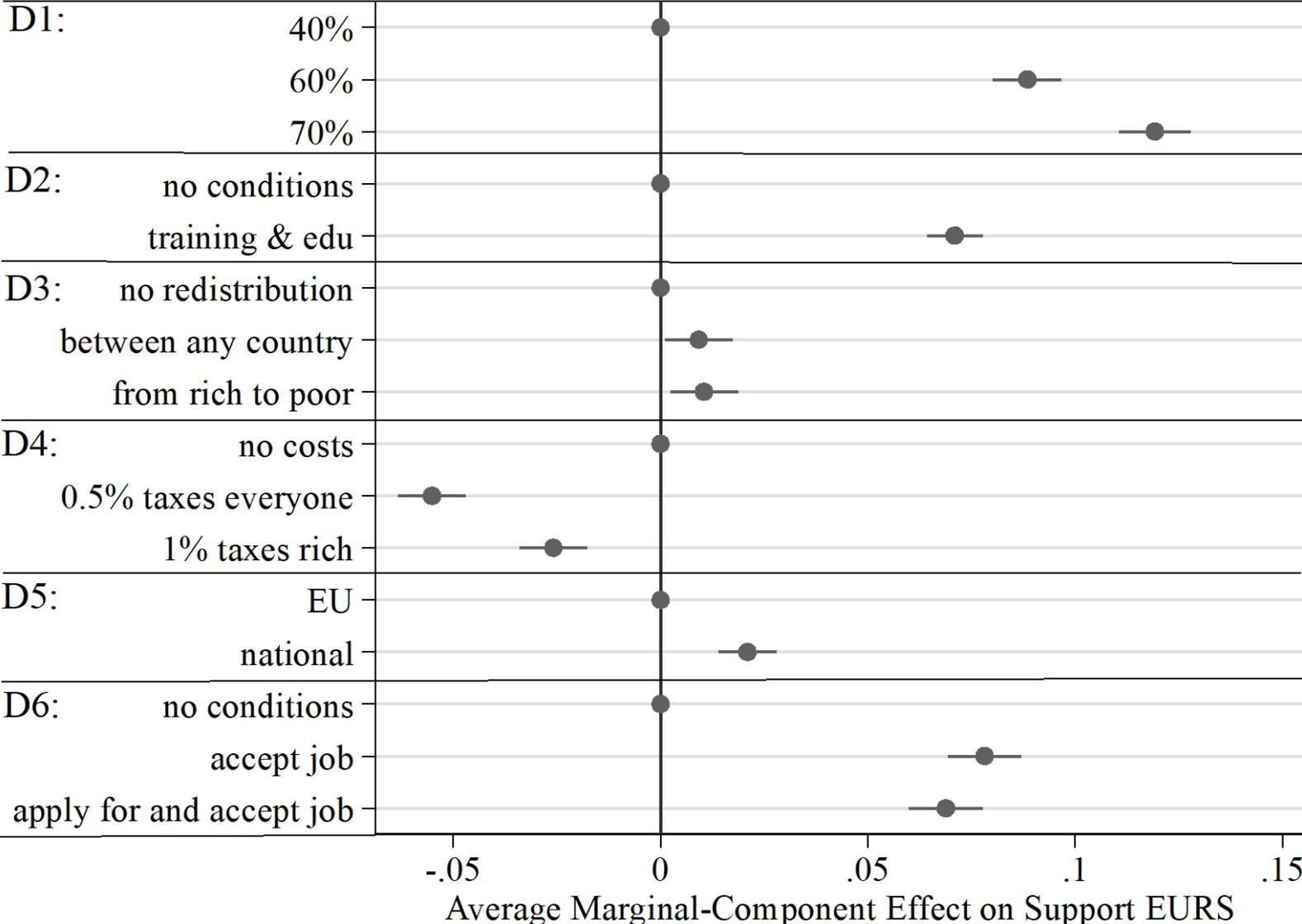


Le soutien moyen dans une série de 'votes' (imaginaires) par les répondants sur toutes les formules qu'ils/elles ont vues:

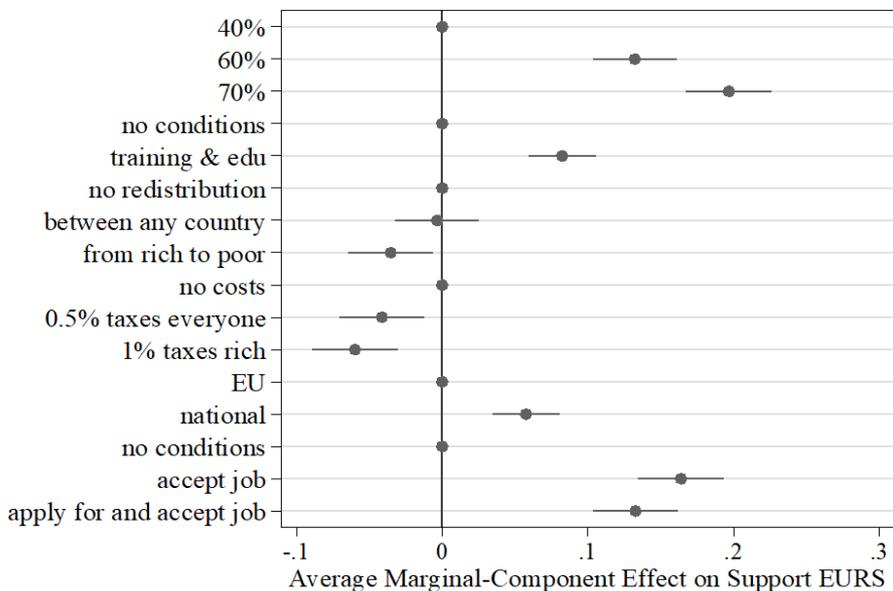
0 = tout à fait contre, plutôt contre, ni pour ni contre

1 = tout à fait pour, plutôt pour

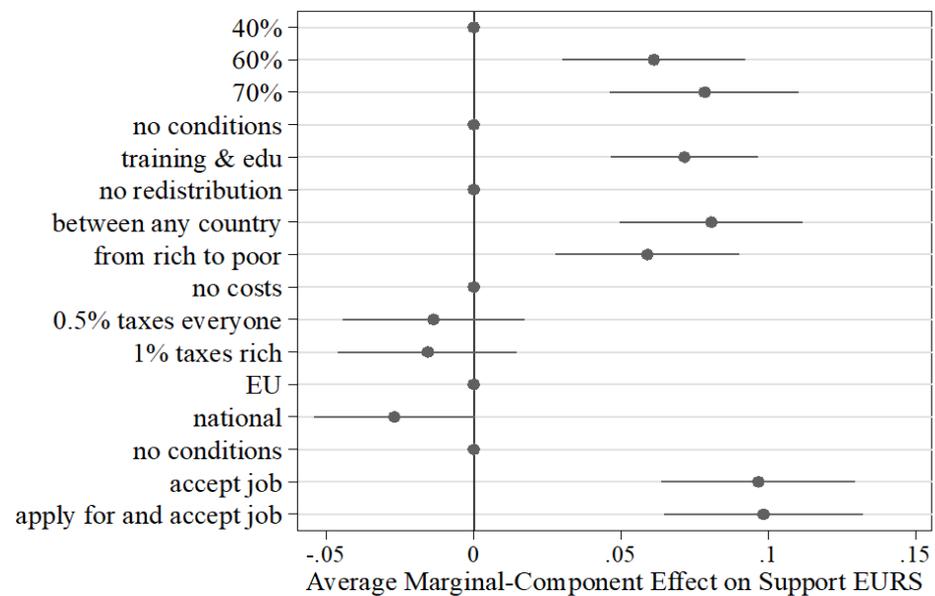
Figure 11: Average Marginal-Component Effect (AMCE) of Dimension Attributes on Support EURS



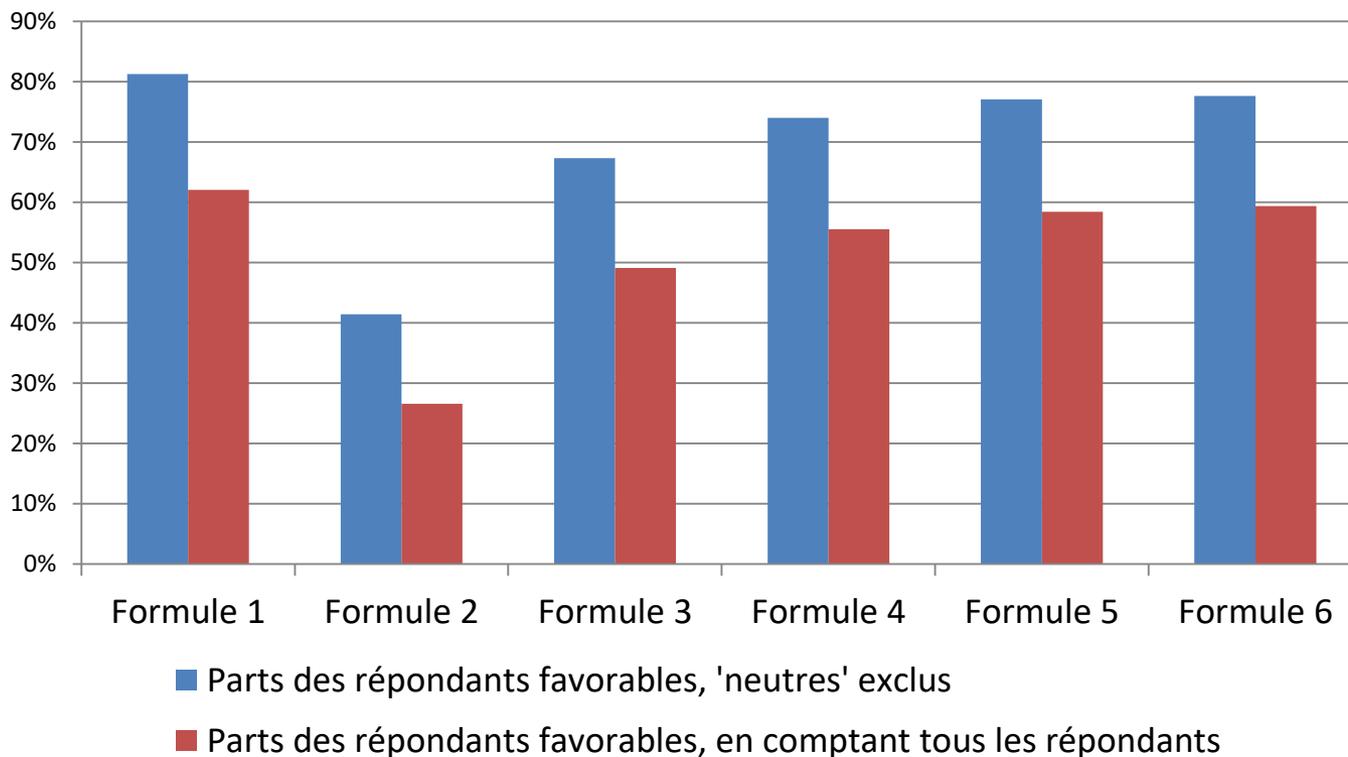
Netherlands



Poland



Soutien pour des formules sélectionnées, tous pays confondus



Formule 1. LA PLUS POPULAIRE (mais pas cohérente)

Formule 2. LA MOINS POPULAIRE (mais pas cohérente)

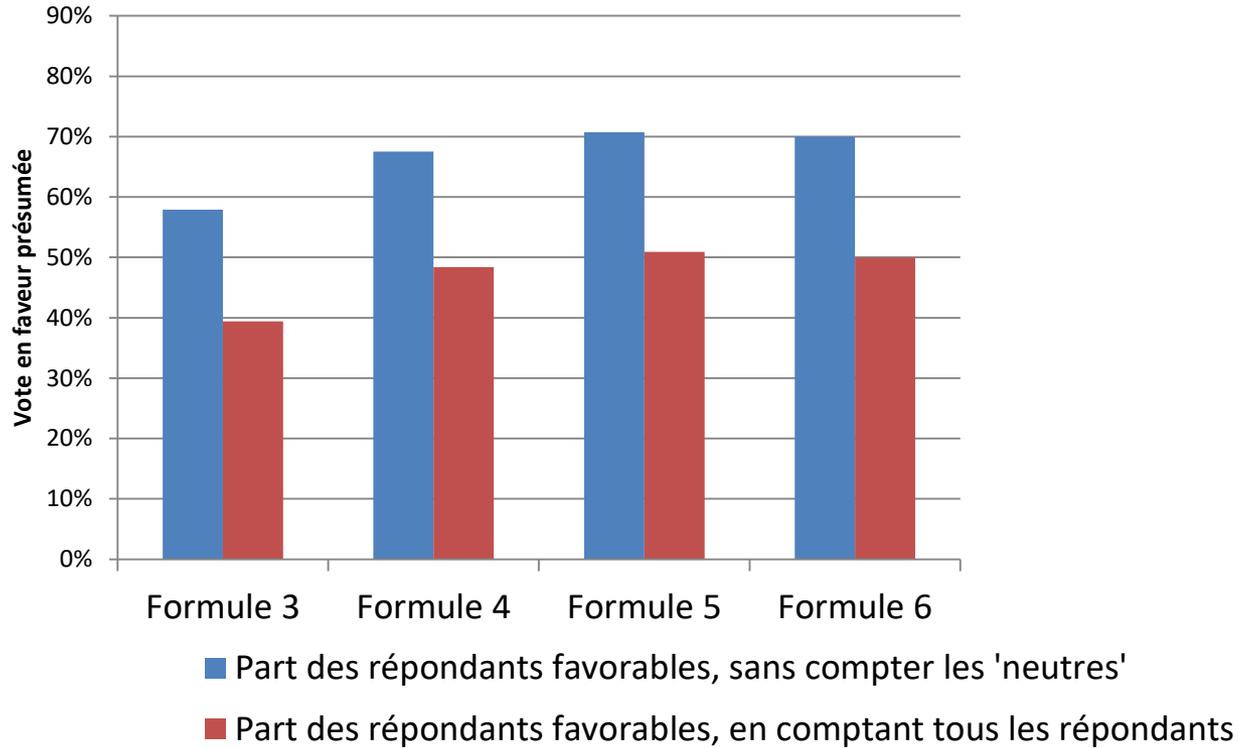
Formule 3. SEUIL BAS

Formule 4. SEUIL ÉLEVÉ & AUCUNE REDISTRIBUTION

Formule 5. SEUIL ÉLEVÉ & REDISTRIBUTION NATIONALE

Formule 6. SEUIL ÉLEVÉ & REDISTRIBUTION NATIONALE ET ENTRE PAYS

Soutien pour des formules cohérentes sélectionnées, France



Formule 3. SEUIL BAS

Formule 4. SEUIL ÉLEVÉ & AUCUNE REDISTRIBUTION

Formule 5. SEUIL ÉLEVÉ & REDISTRIBUTION NATIONALE

Formule 6. SEUIL ÉLEVÉ & REDISTRIBUTION NATIONALE ET ENTRE PAYS

Conclusions

- L'opposition fondamentale à l'EURS est limitée à un segment assez réduit de la population ;
- les citoyens sont sensibles au modèle d'EURS : bien que cette sensibilité varie d'un pays à l'autre, les citoyens préfèrent généralement des modèles qui prévoient une aide plus généreuse, qui exigent que les pays offrent des possibilités d'éducation et de formation à leurs chômeurs, qui n'impliquent pas d'augmentation des taxes et qui requièrent des bénéficiaires d'allocations qu'ils remplissent certaines conditions minimales (par ex. accepter une offre d'emploi adéquate) ;
- les formules généreuses peuvent rassembler une majorité au sein de tous les pays sondés, même si elles impliquent une hausse d'impôt; dans certains pays, la redistribution à l'échelle nationale de la charge fiscale éventuelle (le cas échéant) entre riches et pauvres est une condition nécessaire pour obtenir une approbation suffisante ;
- dans la plupart des pays, l'assentiment de la population est plus marqué si la mise en œuvre de l'EURS est décentralisée;
- dans tous les pays, l'adhésion des répondants augmente aussitôt que l'EURS va de pair avec des politiques d'*investissement social* qui combinent de manière efficace des mesures de formation, d'éducation et d'activation ;
- concernant le débat qui anime régulièrement les décideurs politiques — à savoir le degré de tolérance qui devrait être appliqué à la redistribution entre pays — celui-ci semble moins influencer les citoyens dans leurs choix.

- Rapport complet et synthèse en français:
<http://aissr.uva.nl/news>

